

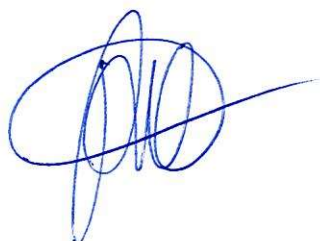
**ASSOCIATION LE MOUVEMENT ASSOCIATIF
REGION SUD PACA**

**Siège social : 2, Place Félix Baret
13006 MARSEILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2025

Frédéric Rosnini.
Président.



Robert Peiron.
Trésorier.





ASSOCIATION LE MOUVEMENT ASSOCIATIF REGION SUD PACA

**Siège social : 2, Place Félix Baret
13006 MARSEILLE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2025

Mesdames, Messieurs,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Le Mouvement Associatif Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.





Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.





L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille, le 22 mai 2026

COFIMEC

Le Commissaire aux comptes,

représenté par
Daniel MANDRAGOLA





ANNEXE :

« Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes »

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	11 999	11 452	546	0	546	NS
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	24 050	17 766	6 284	1 374	4 910	357.37
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	10 202		10 202	10 004	198	1.98
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
	Total II	46 251	29 218	17 033	11 378	5 655	49.70
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	33 011	14 229	18 782	22 841	4 058	17.77
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	67 162	900	66 262	310 592	244 330	78.67
	Charges constatées d'avance (2)	18 134		18 134	1 490	16 643	NS
	Valeurs mobilières de placement	930 829		930 829	958 978	28 149	2.94
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	180 917		180 917	289 085	108 167	37.42
	Total III	1 230 053	15 129	1 214 924	1 582 985	368 061	23.25
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		1 276 304	44 347	1 231 957	1 594 363	362 406	22.73

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	80 507	66 946	13 561	20.26
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	2 072	13 561	15 632	115.28
	Situation nette (sous total)	78 435	80 507	2 072	2.57
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	78 435	80 507	2 072	2.57
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTEES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	192 217	631 099	438 882	69.54
	Total III	192 217	631 099	438 882	69.54
PROVISIONS	Provisions pour risques		35 000	35 000	100.00
	Provisions pour charges	41 331	39 966	1 365	3.42
	Total IV	41 331	74 966	33 635	44.87
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instruments financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	44 805	11 197	33 609	300.16
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	305 943	321 464	15 521	4.83
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	393 385	335 696	57 689	17.18
	Produits constatés d'avance	175 841	139 436	36 405	26.11
	Total V	919 974	807 792	112 182	13.89
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	1 231 957	1 594 363	362 406	22.73

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	63 759	51 553	12 206	23.68
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	1 239 158	1 473 206	234 048	15.89
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels		2 000	2 000	100.00
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie	18 348	18 444	96	0.52
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	36 000	7 580	28 420	374.93
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés	631 099	727 071	95 972	13.20
Autres produits	12 005	7 404	4 601	62.14
Total I	1 963 674	2 250 370	286 697	12.74
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	99 936	123 277	23 341	18.93
Aides financières	27 864	56 129	28 265	50.36
Impôts, taxes et versements assimilés	4 261	4 707	446	9.47
Salaires et traitements	203 368	220 937	17 569	7.95
Cotisations sociales	78 000	81 122	3 123	3.85
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 810	1 566	244	15.56
Dotations aux provisions	2 265	37 682	35 417	93.99
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	1 376 071	1 121 799	254 272	22.67
Reports en fonds dédiés	192 217	631 099	438 882	69.54
Autres charges	290	20 690	20 399	98.60
Total II	1 985 502	2 257 628	272 127	12.05
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	21 828	7 258	14 570	200.74

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie	19 756	21 497	1 742	8.10
Total III	19 756	21 497	1 742	8.10
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Total IV				
2. Résultat financier (III-IV)	19 756	21 497	1 742	8.10
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	2 072	14 240	16 311	114.55
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		679	679	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		679	679	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	1 983 430	2 271 868	288 438	12.70
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 985 502	2 258 307	272 806	12.08
5. EXCEDENT OU DEFICIT	2 072	13 561	15 632	115.28

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat	25 850		29 050		3 200	11.02
TOTAL	25 850		29 050		3 200	11.02
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	25 850		29 050		3 200	11.02
TOTAL	25 850		29 050		3 200	11.02

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 231 956.75 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 963 673.77 Euros et dégageant un déficit de 2 071.89- Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

I - Une description de l'objet social de l'entité :

L'association a pour objet de faire reconnaître le monde associatif comme un corps intermédiaire à part entière pour un dialogue civil au service de l'intérêt général ; de contribuer à promouvoir une vie associative qui vise à développer des projets d'intérêts généraux et des activités sans finalités lucratives.

II - Une description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le Mouvement associatif Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est le porte-voix des associations de la région, engagées dans les champs de la vie associative, de la jeunesse et de l'éducation populaire. Notre mission : représenter, fédérer et valoriser la dynamique associative régionale, ses coordinations et ses fédérations membres. Avec près d'1 association sur 2 représentée, nous couvrons l'ensemble des secteurs clés : Éducation Populaire et Jeunesse, Culture et Patrimoine, Environnement, Famille, Sanitaire et Médico-social, Sport, Solidarité, Tourisme Social et Solidaire, Mobilité.

En partenariat étroit avec Le Mouvement associatif National, nous participons activement à la mise en œuvre des grands chantiers nationaux, conformément à notre protocole d'accord.

Bilan 2025 : Renforcement et innovation

- Formation et coordination régionale : Déploiement du plan de formation et renforcement de la coordination du réseau GUID'Asso, en collaboration avec la DRAJES (Direction Régionale Académique à l'Engagement, à la Jeunesse et aux Sports), avec l'appui d'un DRVA dédié.
- Politiques jeunesse : Consolidation de notre plan d'actions CRAJEP, animation renforcée du réseau des services jeunesse (en lien avec les communes, la DRAJES, la Métropole et l'Agence Européenne), et réponse réussie en consortium à l'appel à projet ERASMUS+ RISE 2026.
- Emploi associatif : Développement d'outils pour consolider les modèles économiques des associations, promotion active du portail régional d'offres associatives (Orientation-region.sud), et organisation de webinaires à succès pour les associations employeuses.
- Transitions écologiques : Valorisation des dispositifs d'accompagnement via le renouvellement du Pacte d'objectif emploi du CD13.
- Bénévolat : Animation et promotion du portail de formations des bénévoles (en mutualisation avec le Mouvement associatif national), avec une alimentation régulière

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

de l'espace ressources et des formations en ligne pour faciliter l'engagement, notamment en territoires ruraux.

- Dynamiques territoriales : Renforcement de notre reconnaissance institutionnelle (préfecture, partenaires locaux) et de notre rôle de tête de réseau, grâce à une implication active dans les instances régionales (CESER, DRAJES, Préfecture, espaces de concertation..)

- Groupement d'employeurs GEM'Asso : Maintien de l'activité en 2025 et construction d'un nouveau partenariat qui se concrétisera en 2026 pour sa relance.

- Accompagnement de projets : Finalisation des accompagnements dans le cadre du dispositif MPE ESS (Mon Projet d'Entreprise ESS), en collaboration avec la CRESS et financé par la Région Sud.

- Insertion des jeunes : Coopération renforcée avec les services du FAJ (Fonds d'Aides aux Jeunes) de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du CD13, pour soutenir l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, en lien avec les missions locales et les partenaires locaux.

III - Une description des moyens mis en œuvre

L'association, pour la réalisation de ses buts et de ses missions, se donne tous les moyens autorisés par la loi. Elle emploie du personnel, loue les locaux nécessaires à son action, produit et édite tous documents, périodiques ou non, concourant à son objet, et d'une manière générale elle se dote de tous moyens d'information, de communication, d'échanges et de débats, d'intervention et de négociation utiles à son action.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Application du règlement ANC 2022-06

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	11 434		565
Installations générales agencements aménagements divers	685		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	16 664		6 702
TOTAL	17 349		6 702
Autres titres immobilisés	10 004		198
TOTAL	10 004		198
TOTAL GENERAL	38 786		7 465

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			11 999	11 999
Installations générales agencements aménagements divers			685	685
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			23 365	23 365
TOTAL			24 050	24 050
Autres titres immobilisés			10 202	10 202
TOTAL			10 202	10 202
TOTAL GENERAL			46 251	46 251

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	11 434	19		11 452
Installations générales agencements aménagements divers	685			685
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	15 290	1 791		17 081
TOTAL	15 975	1 791		17 766
TOTAL GENERAL	27 408	1 810		29 218

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	19				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 791				
TOTAL	1 791				
TOTAL GENERAL	1 810				

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 43 I-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Contributions financières d'autres organismes	631 099	192 217	631 099	27 864		192 217	
Subvention CD 13 FAJ	42 822	58 914	42 822	27 864		58 914	
Subvention METROPOLE FAJ	588 277	133 303	588 277			133 303	
TOTAL	631 099	192 217	631 099	27 864		192 217	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	39 966	1 365			41 331
Autres provisions pour risques et charges	35 000		35 000		
TOTAL	74 966	1 365	35 000		41 331

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	14 229				14 229
Autres provisions pour dépréciation	1 000	900	1 000		900
TOTAL	15 229	900	1 000		15 129
TOTAL GENERAL	90 195	2 265	36 000		56 460
Dont dotations et reprises d'exploitation		2 265	36 000		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	33 011	33 011	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	312	312	
Divers état et autres collectivités publiques	60 000	60 000	
Débiteurs divers	6 850	6 850	
Charges constatées d'avance	18 134	18 134	
TOTAL	118 306	118 306	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	44 805	44 805		
Personnel et comptes rattachés	16 999	16 999		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	41 080	41 080		
Autres impôts taxes et assimilés	247 864	247 864		
Autres dettes	393 385	393 385		
Produits constatés d'avance	175 841	175 841		
TOTAL	919 974	919 974		

Autre dettes :

Parmi les autres dettes se trouvent les fonds d'aide aux jeunes à reverser.

Il s'agit des "comptes jeunes" non soldés au 31/12/2025, notamment en raison de la procédure de paiement fractionnée des formations mises en place au 1er janvier 2006.

Ces "comptes jeunes" sont individualisés et suivis en comptabilité.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	67 162
Total	67 162

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Détail des produits à recevoir

	Montant
438700 CPAM IJSS A RECEVOIR	312
4441705 - SUBVENTION CONSEIL REGIONAL	60 000
468700 PRODUITS A RECEVOIR	6 850
Total	67 162

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 293
Dettes fiscales et sociales	25 732
Autres dettes	57 480
Total	91 505

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Détail des charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	8 293
PERSONNEL CHARGES A PAYER - PROVISIONS CONGES PAYES	25 732
FRAIS DE SECRETARIAT A PAYER	57 480
Total	91 505

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	18 134
Total	18 134
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	175 841
Total	175 841

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
740000 - SUBVENTION CONSEIL REGIONNAL	39 138
740004 - SUBVENTION DRAJES	85 591
740008 - SUBVENTION VILLE DE MARSEILLE MDE	16 667
740030 - SUBVENTION METROPOLE AMP	474 897
740040 - SUBVENTION METROPOLE MAPA	390 103
740703 - SUBVENTION CD 13	201 800
740710 - SUBVENTION FONJEP	26 040
741000 - SUBVENTION ASP	4 922
Total	1 239 158

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	1
Agents de maîtrise et techniciens	3
Employés	2
Total	6

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Valorisation des contributions volontaires

Les contributions volontaires correspondent à 847 heures de bénévoles des membres de l'association sur l'exercice, valorisées à 25 850 euros selon des critères de temps de travail valorisés.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 6252 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 6252 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Le montant de la provision comptabilisée au 31/12/2025 selon le détail ci dessous :

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	39 770
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	1 561
Engagement total		41 331

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 60 à 67 ans
- profil de carrière à croissance faible
- turn over faible
- taux d'actualisation : 2,2%

	Dirigeants	Autres	Provisions
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour personnel en activité		41 331	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels